



Variations

La formation de l'Europe

sous la responsabilité de Christian Lequesne

On s'est étonné, à l'automne, du peu de pugnacité des opposants traditionnels à l'Union européenne lors de la ratification du traité d'Amsterdam par le Parlement français. Cette discrétion a été expliquée par des raisons de politique intérieure et parfois, plus fondamentalement, par la vacuité même du texte : après la grande échéance de l'euro, avant celle de l'élargissement, le traité d'Amsterdam, finalement, ne disait pas grand chose et ne pouvait guère susciter une véritable opposition. Mais le faible crédit des anti-européens de France n'a-t-il pas, comme ailleurs, d'autres causes ? Pour des acteurs sociaux de plus en plus nombreux, l'Union européenne non seulement existe et s'impose comme une évidence, mais offre des opportunités dont il n'est plus question de se passer.

Ces acteurs sociaux vivaient l'Europe moins comme une construction imposée par le haut que comme un espace politique à la formation duquel ils sont partie prenante. Des marins-pêcheurs aux environnementalistes, des étudiants aux chefs d'entreprise, l'Union européenne est devenue un cadre de référence pour le quotidien. Mais quel type de référence ? Est-ce seulement un espace de droit économique permettant de mobiliser des intérêts à des fins utilitaristes ? Est-elle déjà vécue comme un nouveau régime de citoyenneté ? La question reste ouverte.

D'autant que les acteurs sociaux ne participent pas tous à la formation de l'Europe avec les mêmes ressources. En appeler à la Cour de justice des Communautés européennes exige des moyens en temps et en argent qu'une grande

entreprise de distribution mobilisera plus aisément qu'une structure associative, *a fortiori* qu'un individu. Si un droit européen en plein essor permet, en théorie, de protéger l'ensemble des acteurs, son existence ne s'insère pas dans un espace politique débarrassé de tout rapport de domination.

La formation d'un espace politique européen ne signifie pas non plus que les États auraient renoncé à réguler des territoires face à la collusion d'institutions communautaires et d'acteurs transnationaux. Mais en même temps un gouvernement, tel un quelconque propriétaire de grande surface désireux d'ouvrir le dimanche, saura saisir les opportunités offertes par l'Europe, comme l'a montré la grande manœuvre européenne du gouvernement italien de Romano Prodi. Les États de l'Union ne peuvent plus conduire de politiques nationales sans prendre en compte la participation des acteurs sociaux à la formation de l'Europe. La mobilisation de ces derniers a des effets autant sur le fond de l'action publique nationale que sur le discours des jeux politiques.

Tout cela invite clairement à étudier l'Europe non plus seulement à partir de photos aériennes mais aussi au microscope. Comme il est difficile de saisir des dynamiques qui animeraient l'ensemble des acteurs sociaux européens (dynamiques dont l'existence, au demeurant, reste à prouver), mieux vaut partir de l'étude de groupes sociaux bien définis, qu'il s'agisse des supporters d'équipes sportives, des pêcheurs, des industriels ou des groupes féministes. Le risque est grand, sinon, de déconnecter l'Union européenne du tissu social qui en fait la substance, et d'en donner une lecture désincarnée ou normative.